

« Débunkériser » Strasbourg et Bruxelles (p. 4)

COMMUNISTES

La paix, notre combat commun ! (p. 3)



Vidéo

Léon
Deffontaines
invité de
Franceinfo

Pschitt

Le discours de campagne sur l'Europe prononcé par Emmanuel Macron jeudi dernier à la Sorbonne a fait pschitt. Le pouvoir avait pourtant mis les petits plats dans les grands pour que tout se passe bien. Las. Le discours a été peu écouté. 3 % des sondés disent l'avoir vu/écouté en entier, 18 % en partie... Et parmi ceux qui ont été « exposés au discours » (selon la formule de l'institut Odoxa), 66 % ne l'ont pas trouvé convaincant ! C'est ce qui s'appelle faire un bide. « C'est même le plus grand niveau d'insatisfaction au sujet d'une intervention présidentielle », dit-on. « Rien ne s'est passé comme prévu », confesse un poids lourd des macronistes. C'est le moins qu'on puisse dire. ✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse: €

*“Donner les moyens
au PCF d'intervenir”*

Chèque à l'ordre de "ANF PCF": 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



A la section de Coulommiers/Pays-Fertois (77), le muguet sauvage est récolté directement en forêt et les compositions réalisées par les militant.e.s.



Pour faire connaître vos initiatives,

faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

2 mai, à partir de 19 h : Rencontre-débat avec des candidates aux européennes : Emmanuel Maurel, Haby Ka, Chloé Petat et Amar Bellal, sur le thème de la souveraineté énergétique, alimentaire et industrielle. Centre social Marcel-Cachin, Romainville (93)

4 mai, à partir de 11 h : La section Arlysière (Albertville, Ugine, Beaufort et Basse-Tarentaise) organise sa Fête du journal *Liberté* et du muguet. Avec la participation d'un candidat à l'élection européenne, Marc Dorel. Interventions à 11 h, 12 h apéritif et repas festif suivi d'un bal. Salle des fêtes, La Bathie (73)

4 mai : La fédération de l'Ariège organise une journée de formation à Pamiers : Jean-Marc Durand, économiste, candidat sur la liste « Gauche unie pour le monde du travail » présentera un cours sur l'économie marxiste. Fédération de l'Ariège, Pamiers (09)

4 mai : La fédération du Bas-Rhin organise une journée d'hommage à la mémoire des déportés du camp du Struthof-Natzweiler. Plus d'informations au lien suivant : <https://3w4cl.r.ag.d.sendibm3.com/mk/mr/sh/OycXxko2a8zXNWXqdnOW0ZBY-Y-0ZGpMkv9JK>

11 mai, à partir de 15 h : Conférence-débat avec André Chassigne autour de « Quelle politique agricole mener en Europe ? » puis dédicace de son livre *Cuba, une étoile dans la nuit*. Espace Deydier, Ucel (07)

13 mai, à partir de 19 h : Réunion publique en présence de Jean-Marc Durand et Frédéric Boccara, candidats aux européennes. Salle Miyet, espace Cocteau, Bourg-de-Péage (26)

14 mai, à partir de 18h30 : Réunion publique en présence d'Alain Rouy : « Pour une France & une Europe de paix ». Amicale laïque Chapelon, Saint-Etienne (42)

14 mai, à partir de 19 h : Débat en présence d'Yvan Garcia et Muriel Ressiguié, candidats aux européennes. Discussion autour d'un repas (13 €). Réservation et inscription au 06 70 52 19 32 ou sur . Salle Abel Genieys, Pignans (34)

15 mai, à partir de 18 h30 : Meeting national de la campagne européenne. Gymnase Japy, Paris (75)

17 mai, à partir de 18 h : Soirée film-débat sur Manouchian, la MOI et « Ces étrangers et nos frères pourtant » avec la projection du film *La Traque de l'Affiche rouge*. Centre de loisirs, Montataire (60)

19 mai, à partir de 10 h : Le PCF Oise organise la Fête de la Paix : débats, expositions, associations. La journée sera ponctuée de musiques et chansons ; un espace de jeux pour les petits comme pour les grands... ; un beau stand de livres. Centre de loisirs, Montataire (60)

25 mai, à partir de 10 h : Fête de l'Huma Le Mans (débats, concerts, restauration), avec la participation de Fabien Gâche, candidat aux européennes sur la liste de Léon Deffontaines. Entrée 5 €. Maison de quartier de l'Oiselière, Le Mans (72)

25 mai : Fête de l'Huma 31, avec un meeting de Léon Deffontaines à partir de 16 h. Pechbonnieu (31)

27 mai, à partir de 18h : Les amis de l'Humanité de Clermont Ferrand et la section Duclos organisent la projection du film

Béziers : L'envers du décor, avec la présence du réalisateur Daniel Kupferstein. Quand l'extrême droite est au pouvoir : quels sont ses méfaits ? Comment s'y opposer ? Cinéma le Rio, Clermont-Ferrand (63)

1er juin : La section de Châlons-en-Champagne organise une formation puis une conférence-débat sur le plan climat Empreinte 2050. Maison des Syndicats, Châlons-en-Champagne (51)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

Dans le cadre de la parution du *Silomag#8* « Services publics en Europe : quel avenir ? »

16 mai, à partir de 14h30 – visio-conférence : La transformation néolibérale du secteur de l'énergie : bilan et alternatives, avec Mélanie Vay (docteure en science politique, chargée de recherche) ; Lavinia Steinfort (coordinatrice du projet Public Alternatives, experte en géographie politique au Transnational Institute, Pays-Bas) ; Roberto Morea (Transform!Europe) ; Chrystel Le Moing (Fondation Gabriel-Péri). https://us02web.zoom.us/join/register/WN_Ug1uWg4mTPajYIVxzzM0HA#/registration

23 mai, à partir de 14h30-Visioconférence : La transformation néolibérale du secteur des transports : bilan et alternatives, avec Juan Montero (docteur en droit, professeur de droit administratif à l'Universidad Nacional de Educacion a Distancia de Madrid) ; Tim Engartner (professeur de sciences sociales, spécialisé dans l'éducation économique / Allemagne, Autriche, Grande-Bretagne, Suisse, Suède et Pays-Bas) ; Thomas Perroud (professeur en droit public à l'Université Panthéon-Assas) ; Comelia Hildebrandt (vice-présidente de Transform!Europe) ; Louise Gaxie (directrice de la Fondation Gabriel-Péri).

https://us02web.zoom.us/join/register/WN_9Js3GYdfQwWmZmQDQjk-wg#/registration

Séance 7 du séminaire « Les Ateliers sur l'histoire du communisme : La question autrichienne dans l'histoire du communisme

24 mai, à partir de 15h30 – visio-conférence : Avec Lucile Dreidemy (Institut Für Zeitgeschichte, Vienne) ; Jean-Numa Ducange (professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Rouen) ; Pierre-Henri Lagedamon (enseignant et doctorant à l'Université de Rouen).

https://us02web.zoom.us/join/register/WN_Z5D_LIyeRg6Mhhd_-rA#/registration

Séance 4 du cycle : Le retour de la gauche en Amérique latine

30 mai, à partir de 8h30 – visio-conférence : Mexique : à la veille de la présidentielle, quel bilan du projet d'AMLO ?, avec Héliane Combes (directrice de recherche au CNRS) ; Isabelle Rousseau (professeure et chercheuse au Colegio de Mexico) ; Chrystel Le Moing (Fondation Gabriel-Péri).

https://us02web.zoom.us/join/register/WN_LVxDHHSBRgW4_0B53HShg#/registration

La paix, notre combat commun !

Conférence internationale organisée par le PCF

Le 4 mai prochain, le PCF organise une conférence internationale pour la paix. À quelques jours des commémorations de la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe et de la victoire contre le nazisme, à un mois des 80 ans du Débarquement en Normandie, alors que 22 conflits ensanglantent la planète, il est urgent de développer la solidarité internationale pour une politique de paix, de sécurité collective et humaine.

La gravité de la situation est extrême. Nous nous trouvons dans une séquence historique de recomposition armée des rapports de forces entre puissances grandes et moyennes et de redéfinition des aires d'influence, marquée par une montée des nationalismes agressifs et un aiguisement des concurrences capitalistes. Pour les classes dirigeantes, pour les bourgeoisies, la guerre signifie asservissement, pillages, économie de guerre, afin de masquer les fragilités insignes des États engagés dans les conflits.

L'objectif de cette conférence est d'échanger sur notre analyse des causes politiques, sociales, économiques, climatiques des conflits et sur les moyens politiques et économiques pour rompre avec l'engrenage de la guerre et avec les politiques d'hégémonie, de forces et de blocs qui l'exacerbe. L'ambition est de réfléchir sur les moyens d'action pour faire émerger un nouvel ordre global, un autre ordre du monde respectueux de la souveraineté et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, par le respect du droit international, par de nouvelles coopérations économiques et financières et par la constitution d'un nouvel espace de sécurité collective en Europe.

C'est donc poser la question des ruptures nécessaires avec les politiques impérialistes et capitalistes qui provoquent et nourrissent la militarisation des rapports de force internationaux. Cela implique également d'évoquer la recomposition des rapports de force internationaux et les voies qui se cherchent pour un autre ordre international débarrassé des politiques hégémoniques, du dollar par exemple. C'est combattre l'essor des

nationalismes et de l'extrême droite qui, de Moscou à Tel Aviv, attisent les haines et les paniques identitaires. C'est enfin analyser l'hégémonie de l'OTAN en Europe et avancer les alternatives possibles, et nécessaires, pour une véritable autonomie stratégique.

La conférence a également pour but de dessiner notre conception de la paix, qui n'est pas uniquement l'absence de guerre, mais qui implique de développer une politique pour des solutions négociées aux crises qui sont à l'origine des guerres. La paix est bien au cœur d'un projet politique émancipateur global car elle se situe au croisement des luttes pour l'émancipation des peuples contre l'impérialisme et les politiques de force, des questions sociales, car les guerres produisent et sont le produit des inégalités, des questions écologiques, car les concurrences dues à la raréfaction des ressources naturelles aggravent les tensions.

De nombreuses organisations communistes et progressistes ont répondu à notre invitation. Nous pouvons citer à titre d'exemple : des forces d'Asie (parti communiste Japonais, parti Toudeh d'Iran, parti Dem – ex HDP-, parti communiste d'Israël),



d'Afrique (Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire), d'Amérique latine (Parti des travailleurs du Brésil), et d'Europe (PGE, PCE, PCP, PTB). Des économistes apporteront également leur contribution, à l'image de Martial Ze Belinga, spécialiste du franc CFA, arme de domination néocoloniale de la France. Enfin, nous pourrons également compter sur des représentations diplomatiques, avec notamment la participation des ambassadeurs de la République de Cuba et du Vietnam. 🇺🇳

Vincent Boulet

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM: PRÉNOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

« Débunkériser » Strasbourg et Bruxelles

Léon Deffontaines était dans le Puy-de-Dôme jeudi 25 et vendredi 26 avril : une étape menée tambour battant par un candidat déterminé à faire entrer les luttes et les aspirations du monde du travail au Parlement européen !

À peine descendu du train à Clermont-Ferrand, direction le centre-ville pour répondre aux questions du journal *La Montagne* et discuter à bâtons rompus avec des jeunes travailleurs, des étudiants et des lycéens. Il paraît que les jeunes désertent ces élections ; mais c'est l'UE qui les délaisse !

L'échange s'ouvre sur la question de la paix en Ukraine et en Palestine. Puis Léon insiste sur l'importance pour les jeunes de s'impliquer dans la campagne : ce qui se décide au Parlement européen a des conséquences directes sur leur quotidien. En effet, qu'il s'agisse de l'accès aux transports, à une formation, à la culture... le recul des services publics impacte fortement la jeunesse.

En tant que communiste et militant de terrain, notre candidat a la volonté de rapprocher ces institutions européennes, qui peuvent sembler si lointaines et déconnectées de nos besoins, car c'est là que sont votées les directives qui s'imposent à nous.

Direction les studios de France 3 Auvergne pour le plateau du 19/20.

L'occasion de dérouler notre vision de ce que doit faire l'Europe, à savoir rapprocher la production des lieux de consommation, l'orienter vers la réponse aux besoins. Ainsi, le projet d'ouverture d'une mine de lithium dans l'Allier nous permettrait de fabriquer des batteries avec des ressources françaises plutôt que de les importer du Chili, mais aussi d'en maîtriser les conditions sociales et environnementales d'extraction.

Dernière étape de la journée, le meeting aux côtés de deux de ses colistiers auvergnats, le député André Chassaing et Jeannine Erbland. Plus de 400 personnes se sont massées dans la salle du Moulin de l'Étang à Billom, accueillies par le maire de la commune, Jean-Michel Charlat, et Julien Brugerolles, suppléant d'André Chassaing. Plusieurs prises de parole se succèdent pour défendre une autre Europe : Angélique Thiallier, responsable du Modef 63 ; Aurélie Demoulin, cheminote et secrétaire fédérale du Cantal ; Jeannine Erbland, militante pour la paix et la laïcité ; Bernard Boissier, issu

des rangs de L'Engagement ; l'inénarrable André Chassaing et enfin Léon Deffontaines qui laisse une forte impression chez les personnes qui le découvrent et participent pour la première fois à un meeting politique. « Il est dynamique, nous avons apprécié sa force de conviction et sa capacité à mettre en avant la question sociale. Sans oublier la solidarité avec la Palestine qui compte beaucoup pour nous ! », ont témoigné deux lycéens et une jeune femme.



Vendredi matin, rendez-vous à l'aube dans les studios de France bleu pour une nouvelle interview. Léon Deffontaines dépeint la singularité de notre liste qui se veut le relais des Françaises et des Français qui ont dit non en 2005.

L'étape se clôt au Biopôle de Saint-Beauzire avec la rencontre du directeur de MetEx, dont l'entreprise qui produit de la lysine pour animaux d'élevage et qui est également implantée à Amiens est en difficulté en raison de la concurrence féroce de la betterave chinoise. Encore un exemple de l'urgente nécessité de reprendre la main, en France et en Europe ! 🇫🇷

Elsa Siffert



Alerte, déserts médicaux, Notre santé bradée, nos vies sont en danger ! Le gouvernement est responsable

Monsieur Attal veut taxer les patients qui manquent leur rendez-vous d'une pénalité de cinq euros afin, dit-il, de permettre aux Français de trouver plus facilement un rendez-vous. Du côté des médecins, cette pénalité ne fait pas l'unanimité, car dans la plupart des cas, connaissant ces patients, l'explication directe est suffisante et c'est sans grande conséquence sur leur activité... Montrer du doigt les assurés sociaux alors que de plus en plus de patients sont sans médecin traitant, que l'hôpital est dans une situation catastrophique, que l'accès aux soins est de plus en plus difficile, est-ce bien raisonnable ?

Dans le même discours le Premier ministre annonce plus sérieusement vouloir former à l'horizon 2027 16 000 médecins au lieu de moins de 10 000 actuellement. Tant mieux, c'est ce que nous demandons depuis longtemps !

On remarquera que cela engage peu le pouvoir actuel, la rentrée universitaire 2027 c'est loin et... c'est après la prochaine présidentielle... Mais surtout, si cette annonce n'est pas accompagnée d'un plan ambitieux pour mettre en place rapidement des moyens pour l'université et les lieux de stage, cela risque de n'être qu'un effet d'annonce. Gabriel Attal affirme vouloir former 12 000 médecins/an à partir de 2025, mais on peut se demander pourquoi ne pas commencer par une augmentation significative en 2024 ? Car il y a vraiment urgence...

Or, rien n'indique que le gouvernement ait pris la mesure de la tâche, alors même qu'aucune disposition concrète (hormis quelques vulgaires accommodages) et surtout pas de moyens financiers supplémentaires n'ont été ne serait-ce qu'évoqués dans les documents prospectifs officiels, la Stratégie nationale de santé 2023/2033 ou les Plans régionaux de santé 2023/2028... Impéritie ou volonté assumée de laisser aller, en se désintéressant de la réalité vécue par le commun de nos concitoyens, peu importe, dans tous les cas c'est irresponsable, car depuis longtemps on sait que la question de la pénurie de professionnels de santé est le point clé de la politique sanitaire du pays.

Quarante ans de numerus clausus ont détruit l'équilibre de notre système de santé. On a formé en moyenne 20 % de médecins en moins chaque année, soit un déficit sur l'ensemble de la période de 70 000 médecins, ce qui a asséché la démographie médicale. Aujourd'hui, pour 50 000 médecins de plus de 60 ans il n'y a que 16 000 médecins de moins de 34 ans ! Et ce déficit de professionnels est 2,5 fois plus élevé si on intègre la hausse de la population et son vieillissement. Depuis le début des années 80 la population a augmenté de 20 %, et le nombre de plus de 60 ans a doublé, comme celui des plus de 75 ans.

Malgré cela, les gouvernements successifs depuis plus de vingt ans ont décidé... de

rien faire. Il en a été de même depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, alors que nul ne pouvait ignorer que la pénurie allait s'aggraver mécaniquement d'ici 2030 et perdurer au-delà si aucune mesure d'anticipation n'était prise. Au bout de cette logique mortifère, la décennie actuelle est bien celle de tous les dangers pour les malades ; et la décennie suivante, avec un quota de formation rehaussé mais encore tout juste équivalent à celui de 1972 (où il y avait 30 % de population en moins) ne permettra pas de rattraper cet énorme retard...

La situation est encore plus critique s'agissant des dentistes dont le quota de formation est resté inférieur à 1972. C'est d'autant plus dommageable que l'on connaît les effets de la santé bucco-dentaire sur la santé tout court. C'est un signe fort que de constater que les effectifs sont déjà insuffisants pour couvrir un recours aux soins dentaires très faible en France (41 %), nettement inférieurs à la moyenne européenne (71 % en Allemagne et au Royaume Uni)...

Si pour les autres professionnels de santé c'est plus contrasté, c'est tout aussi préoccupant, et pour certains, infirmier-es, aides soignant-es, se posent aussi les questions de niveaux de rémunération peu attractifs et des conditions de travail qui épuisent et découragent... En santé comme ailleurs, ce sont les travailleurs qui créent les richesses, et la formation de professionnels en nombre et en qualité permet seule de répondre aux besoins sociaux.

Certes, il faut aussi réformer, démocratiser les études médicales, mieux répartir les spécialités et les effectifs, permettre l'évolution des pratiques des paramédicaux, réorganiser les soins primaires, etc. Mais sans volonté ferme, réelle et concrétisée de former beaucoup, beaucoup plus, tout cela restera lettre morte.

Mettre en place un grand plan de formation est urgent et primordial, notamment en commençant à former avec les moyens nécessaires tout de suite 15 000 médecins et 1 900 chirurgiens-dentistes/an. Pour cela il faut aussi rendre à l'hôpital les moyens d'assurer le rôle formateur qui est le sien et cesser cette casse du service public qui renvoie les assurés sociaux vers le secteur privé lucratif et ses dépassements d'honoraires. Cette sélection par l'argent en matière de santé est injustifiable, sauf pour enrichir les actionnaires. Il faut revenir sur les reculs de prise en charge de la Sécurité sociale - le seul système apte à assurer un accès universel et égalitaire aux soins - au profit des assurances privées inégalitaires et, pour certaines, de leurs dividendes. Il faut également revenir sur les exonérations de cotisations sociales qui assèchent les ressources de

PCF
Commission Santé/Protection sociale
commission@national.asstpcf@gmail.com
avril 2024

SPÉCIAL
santé
protection
sociale
et Union
européenne

GLOBULE ROUGE

POUR UNE EUROPE QUI PROTÈGE
COOPÉRATION, INDUSTRIE
SERVICES-PUBLIC

Alors qu'elle devrait être un bien commun, la santé devient peu à peu un produit – rentable pour les marchés financiers – aux yeux de la Commission européenne. Confrontée aux nombreuses omissions et défaillances des politiques libérales promues depuis plus de 40 ans durant la pandémie de covid, l'Union européenne aurait dû prendre à bras le corps les nombreux défis sanitaires et sociaux qui s'imposent à nous. Pourtant, malgré les résistances populaires et la dénonciation des politiques d'austérité, celle-ci est devenue aujourd'hui une machine à alimenter la guerre sociale, imposant aux États membres la délocalisation de leurs industries, dont celle du médicament, les coupes budgétaires et la marchandisation de la santé.

Face à ce constat, la liste que je porte pour les élections européennes, celle de la **Gauche Unie pour le monde du travail** aura à cœur d'amener dans le débat public les exigences qui doivent être les nôtres en matière de politique sanitaire européenne. La première de ces exigences, c'est la relocalisation, la nationalisation et la socialisation des entre-

Léon Duffantais
liste du Parti de la Gauche pour le monde du travail lors des élections européennes 2024

Nous devons sortir la santé des logiques marchandes, et mettre un coup d'arrêt aux directives européennes qui défendent une approche marchande du corps humain. Refusons la création d'un marché unique des médicaments et des produits de santé incapable de répondre aux enjeux de santé publique comme de lutte contre les pénuries. En tenant compte des réalités de chaque pays et de chaque

peuple, impulsions en Europe une clause de non-régression sociale et d'harmonisation sociale par le haut. La coopération entre pays européens est un moyen efficace pour construire des solidarités, pour relever les grands défis du développement humain, du progrès social, de la recherche, de l'augmentation de l'espérance de vie en bonne santé.

GAUCHE UNIE
POUR LE MONDE DU TRAVAIL

prochaine
réunion
nationale
commission
Santé et
protection sociale
samedi
15 juin 2024

l'ensemble du système de protection sociale qui est notre bien commun... Notre système de santé est passé en vingt ans de la 1re à la 20e place mondiale. Il serre la vis à l'hôpital, réduit les remboursements, et la question de la désertification médicale génère des angoisses existentielles, alors qu'il se révèle incapable de maîtriser les dépenses considérables que l'industrie pharmaceutique impose à la Sécurité sociale.

Les Français ne peuvent plus se permettre cette politique qui fait reculer la santé publique, tant il est vrai qu'en la matière, l'égalité est une condition de la qualité, que le soin apporté à chacun, du plus pauvre au plus riche, conditionne l'état de santé de tous. La responsabilité du gouvernement et de tous ceux qui mettent en place cette politique est engagée ; il s'agit de non-assistance à une population dont la santé, la vie sont en danger ! ✪

Samedi 4 mai 2024

Homage des communistes à la mémoire des déporté·es du camp de Struthof-Natzweiler

Après l'entrée au Panthéon de Mélinée et Missak Manouchian, en ces moments où resurgissent un peu partout en Europe le racisme, l'antisémitisme, les nationalismes et les idées d'extrême droite qui avaient conduit à la construction des camps de la mort il y a plus de 80 ans, notre fédération entend rendre hommage aux victimes du nazisme.

Le samedi 4 mai, les communistes bas-rhinois et leurs ami·es marqueront par une cérémonie le souvenir de leurs camarades communistes résistant·es mort·es en déportation, de leurs compagnes et compagnons, ainsi que des femmes et des hommes issus de tous les pays d'Europe morts dans le camp de Struthof-Natzweiler.

Il y a 83 ans, le 1^{er} mai 1941, l'ouverture du camp de Struthof-Natzweiler était officiellement décrétée par les nazis.

Il y a 80 ans, le 25 novembre 1944, une patrouille de la 3^e division d'infanterie américaine pénétrait dans un camp totalement vidé de ses occupants.

Entre ces deux dates, 52 000 déporté·es y ont été interné·es. Avec un taux de mortalité de 40 % et plus de 20 000 morts, le Struthof fait partie des camps de concentration les plus meurtriers du système nazi.

Le camp de concentration du Struthof-Natzweiler était le seul camp de concentration établi par les nazis sur le territoire français.

De 1941 à 1944, des expériences médicales y ont été pratiquées sur des détenu·es du camp principal. À partir de 1942, il est devenu un lieu d'exécution pour les condamnations à mort prononcées par les tribunaux nazis.

En 1943, le camp du Struthof-Natzweiler a été désigné camp de regroupement de tous les détenus victimes du décret Nuit et brouillard, détenus dits « NN » (en allemand : Nacht und Nebel). Un nom de code qui désignait les opposants au Reich destinés à disparaître d'une mort douloureuse et dans le plus grand secret. Parmi elles et eux, de nombreuses et nombreux communistes.

En leur souvenir, « Plus jamais ça ! » ✪

Hülliya Turan
Secrétaire départementale

Programme et inscription Inscription sur le lien suivant :

Merci pour ta réponse avant le dimanche 21 avril.

Modalités pratiques :

Repas du midi : Pique-nique. Chacune et chacun apporte de quoi se restaurer.

Participation aux frais : 10 € (en cas de difficulté financière, ne pas hésiter à contacter la fédération).

Programme de la journée

7h30 : Départ du covoiturage depuis Strasbourg. RDV place de la Bourse (place de Lattre de Tassigny).

9 h : Rendez-vous des communistes et de leurs ami·es au parking du camp de Struthof-Natzweiler.

9 h-12 h : Visite du camp et dépôt de gerbe
Avec Claude Finel, de l'AFMD 67 (les Amis de la Fondation pour la mémoire de la déportation du Bas-Rhin), suivi de la cérémonie solennelle et du dépôt de gerbe des communistes.

12 h : Visite du Centre européen du résistant déporté

12h45 : Départ pour Schirmeck

13 h : Repas pris en commun

14h30 : Visite guidée du Mémorial Alsace-Lorraine. Ce lieu veut retracer l'histoire particulière et tourmentée de notre région, entre la France et l'Allemagne, puis la guerre, la « défrancisation » voulue par les nazis, l'incorporation de force, la résistance et la répression. Une salle enfin est dédiée à la construction européenne qui suscitera, à n'en pas douter, des commentaires de notre part.

16h15 : Départ pour Strasbourg

17 h : Arrivée à Strasbourg



Perquie (Landes)

Une belle fête de l'Huma

Cette année, ces 26 et 27 avril, la Fête de l'Humanité s'est déroulée dans le cadre du 120^e anniversaire du journal *l'Humanité* et des élections européennes du 9 juin prochain. Cette 13^e fête, organisée par la section du Bas-Armagnac avec l'aide de camarades et amis des sections voisines de Mont-de-Marsan et d'Aire-sur-l'Adour, fut un succès.

Un rendez-vous politique et festif qui fait événement dans ce canton de 6 400 habitants du nord-est landais.

Dans la salle du foyer rural, décorée de guirlandes et de « unes » de *l'Huma*, une centaine de personnes, dont 40 % membres d'autres partis de gauche ou d'aucuns ont participé le vendredi 26 avril et autant le lendemain aux débats et repas.

Lors du premier débat, André Chassaigne, président du groupe d'amitié avec Cuba de l'Assemblée nationale, présenta et dédicaça son livre *Cuba une étoile dans la nuit. La lutte du peuple cubain contre un blocus criminel*.

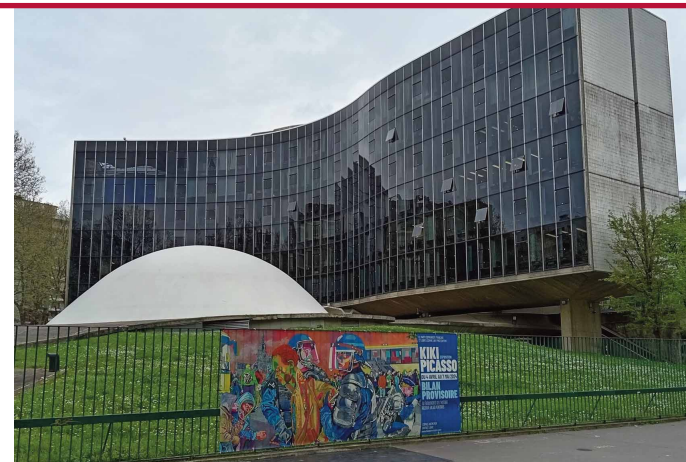
Ensuite, Cédric Clérin, rédacteur en chef de *l'Humanitémagazine*, rappela le rôle, l'originalité, l'utilité du journal communiste en faveur du combat des progressistes, de la solidarité internationale, de la situation en Palestine.

Le lendemain, les candidats André Chassaigne (PCF) et Céline Piot (GRS) sur la liste « Gauche unie pour le monde du travail » conduite par le jeune communiste Léon Deffontaines abordèrent l'enjeu des élections européennes du 9 juin prochain.

Le débat porta essentiellement sur des propositions en France et en Europe pour répondre à la crise agricole.

Au bilan de la fête, 37 livres d'André Chassaigne sur Cuba et une douzaine d'autres de la librairie du Temps des Cerises vendus. 698 € ont été récoltés pour la solidarité avec le peuple cubain et 500 € de la tombola et du bénéfice de la fête ont été versés à *l'Huma*. ✪

Christian Duprat



Le Parti communiste français et Libres comme l'art présentent l'exposition

DU 4 AVRIL AU 7 MAI 2024

BILAN PROVISOIRE

50 ÉVÉNEMENTS DE L'HISTOIRE RÉCENTE EN 50 PEINTURES



KIKI PICASSO

ESPACE NIEMEYER

2, place du colonel Fabien 75019 Paris

Entrée libre

www.bilanprovisoire.com

Stop à la répression sur les universités

Depuis quelques jours, des mobilisations en faveur de la paix en Palestine sont engagées dans les universités. Celles-ci ont très rapidement été réprimées par les forces de l'ordre. Valérie Péresse a même annoncé couper les subventions régionales pour l'Institut Sciences-po Paris. Le chantage aux financements pour exercer une censure politique sur un lieu d'enseignement supérieur est extrêmement grave.

Les réactions sont injustifiables et l'Union des étudiants communistes (UEC) apporte tout son soutien aux étudiants et étudiantes mobilisés en faveur de la paix et de la reconnaissance d'un État palestinien, selon les frontières reconnues par l'Onu.

Ce mouvement étudiant est victime d'une volonté d'uniformisation du discours politique sur les universités. Les propos de Gabriel Attal et le traitement médiatique décrivent la mobilisation étudiante comme exclusivement négative. S'il peut y avoir un débat entre étudiants sur la pertinence d'occuper à long terme une université, la mobilisation, les déploiements de banderoles ou encore les blocages ponctuels sont indispensables pour permettre la visibilité du génocide en cours à Gaza.

Cette répression s'inscrit dans une dynamique plus générale d'un contrôle politique de plus en plus important sur les lieux de l'enseignement supérieur. Dans beaucoup d'universités, le simple geste de donner un tract est interdit par les directions. La généralisation et la systématisation de l'envoi de forces de l'ordre lors de mobilisations étudiantes est grave pour l'état des libertés publiques à l'université.

Nous dénonçons avec force cette volonté de reprise en main politique de la vie universitaire. Les lieux de l'enseignement supérieur ont toujours été des lieux de politisation et de débats. Élever l'esprit critique des étudiants devrait être vu comme synonyme d'émancipation.

Nous le constatons à l'international, lorsqu'un gouvernement souhaite reprendre la main sur la pensée critique, uniformiser le discours et faire adhérer à des idées réactionnaires, ce sont les universités qui sont attaquées en première.

L'UEC revendique :

- Un cessez-le-feu immédiat ;
- La fin de la colonisation en Cisjordanie ;
- La libération de tous les prisonniers politiques palestiniens et la libération des otages détenus par le Hamas ;
- La création d'un État palestinien aux côtés de l'État israélien sur les frontières de 1967, conformément aux résolutions de l'Onu. ✪

Léna Raud

secrétaire nationale de l'UEC



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourrièrec,
Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff
Mèl : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA